



ANALYSE DE LA MUTATION CONTEMPORAINE DU CAPITALISME FRANÇAIS PAR LE BIAIS DE L'ÉCOLE CANADIENNE DE L'ÉTUDE DES ÉLITES. LA FRANCE RESSEMBLE- T-ELLE AU CANADA DES ANNÉES 1960?

Olivier RÉGOL

Doctorant en sociologie à l'UQAM

Chercheur associé à la Chaire MCD

Ce texte constitue les notes de la Conférence publique prononcée par l'auteur à l'UQAM, le 23 septembre 2004

Individuellement, les fonds institutionnels étrangers présents en France ne prennent que des parts très minoritaires dans les entreprises ; mais, par leurs exigences communes en matière de gouvernement d'entreprise, ils contribuent au renforcement du " pouvoir financier " sur le contrôle des entreprises. Celles-ci sont amenées à modifier le fonctionnement de leur conseil d'administration et leur communication financière en termes de données comptables, de rythme de publication des comptes et d'annonce d'objectifs ou de prévisions de résultats.

Du fait de leur gestion diversifiée et de la volonté de préserver la liquidité de leur portefeuille, les fonds institutionnels étrangers présents en France ne prennent individuellement que des parts très faibles dans les entreprises: moins de 2 % du capital des entreprises du CAC 40, et le plus souvent moins de 0,5 %. Parmi les quinze fonds les plus actifs en France, on trouve dix fonds américains, dont les cinq principaux gèrent à eux seuls plus de 15 milliards d'euros (Fidelity, Franklin Templeton, Capital Research, TIAA-CREF, T-Rowe Price). Pris ensemble, ces fonds institutionnels étrangers pèsent d'un poids important dans les entreprises du CAC 40. Ces fonds et les autres actionnaires étrangers représentent 35 % de la capitalisation boursière de la place de Paris et 50 % de celle du CAC 40.¹

L'évolution du système capitaliste français depuis une petite vingtaine d'années nécessite un renouvellement des outils d'analyse pour saisir la dynamique de sa reproduction. La France s'inscrit pleinement dans la globalisation néolibérale, de façon surprenante pourrions-nous dire, tant ce pays se porte historiquement en faux par rapport au modèle anglo-saxon. Historiquement, la France se démarque par son opposition au modèle lockéen anglais (puis anglo-saxon). La culture politique et économique de ce pays, marqué fortement par le système

¹ Jean- Pierre Ponsard, « La montée des fonds d'investissement étrangers Une nouvelle donne pour le gouvernement d'entreprise », Le 4 pages des statistiques industrielles, no 147, juin 2001, pp. 1-2,



de droit napoléonien, et plus récemment par la revendication d'une place indépendante et forte sur la scène internationale (héritage Gaulliste) rendaient ce pays *a priori* rétif à la mise en place d'un système capitaliste néolibérale financier d'inspiration anglo-saxonne. Or, les études empiriques démontrent sans ambiguïté que parmi les pays de l'Europe continentale, la France fait figure d'avant-gardiste dans l'adaptation de son système économique aux nouvelles normes néolibérales, avec l'ensemble des adaptations sociales que cela suppose.

Ce papier a pour ambition de proposer un modèle d'analyse issu du courant sociologique canadien de l'étude du capitalisme corporatif par le biais des élites, en procédant notamment à un résumé des positions de ces principales figures, de 1950 jusqu'à nos jours. Ce courant s'est développé au Canada il y a un demi siècle, lorsque John Porter² décida d'étudier la stratification sociale réellement existante dans ce pays, au-delà du mythe de la société sans classe. De manière complémentaire, l'ambition était de comprendre si le Canada était économiquement inféodé aux États-Unis. Pour ce faire, cette sociologie s'intéresse aux structures permettant la reproduction de la société avec pour priorité l'étude des celles par lesquelles se reproduit les privilèges et avantages des personnes occupant les postes de pouvoir, l'élite. L'élite regroupe les personnes en mesure de décider de l'allocation des ressources, de l'utilisation du capital à leur disposition – du fait de leur poste de pouvoir dans les grandes corporations qui sont le lieu par excellence de l'accumulation du capital – selon leurs objectifs propres, qui coïncident avec celui du capitalisme en tant que système, à savoir sa reproduction élargie.³ Cela revient à déréifier les corporations, qui ne sont plus que des instruments détenus par les capitalistes et dont la raison-d'être est de conforter leur puissance économique et leur place au sommet de la hiérarchie sociale. Les élites étudiées ici sont les *corporate elites*. La puissance du capitalisme au Canada s'exprime à travers les corporations les plus importantes dans chaque secteur de la vie économique. Nous nous intéresserons ici uniquement à l'élite économique. Notre impasse sur l'élite politique ou idéologique ne nie pas pour autant que ces trois types d'élites sont fortement liées, voire parfois tendanciellement

<http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/pdf/4p147.pdf>

2 John Porter, *The Vertical Mosaic*, University of Toronto Press, Toronto, 1965.

3 La guerre économique que se livre les capitalistes conforte ce système car cette guerre se fait selon des normes, l'accumulation du capital, qui ne sont jamais remises en cause.



identiques et, à tout le moins ont des objectifs communs (comme W. Clement l'a démontré dans son chapitre portant sur l'élite des mass médias⁴).

Nous pouvons résumer les spécificités du capitalisme corporatif ainsi :

Le capitalisme avancé se distingue du capitalisme classique telle qu'étudié par Marx et les classiques (Weber, Simmel et Durkheim) par un ensemble de caractéristiques structurelles. [...] Notons la dissolution de la propriété bourgeoise d'actifs tangibles dans la circulation financière d'actifs intangibles plus ou moins liquides, la transformation de l'entreprise libérale en corporation ou en société anonyme, l'organisation de la force de travail en collectif de salariés syndiqués, la marginalisation du marché concurrentiel au profit d'un système de coordination oligopolistique et technojuridique des organisations capitalistes; une puissance sociale du capital (qui se manifeste par son emprise déterminante sur l'historicité des sociétés modernes) démultipliée par des capacités et régulations organisationnelles - communicationnelles typiquement « postmodernes » et antipolitiques.⁵

Ces caractéristiques sont communes aux systèmes économiques canadien et américain⁶. La méthodologie utilisée pour mettre en relief les principales corporations qui jouent un rôle centrale dans le développement du capitalisme corporatif et les élites à leur tête est stable dans le temps, à la différence de la théorie sous-jacente. Durant les années 1970, ce courant reposait sur la théorie de la dépendance⁷ alors que depuis les années 1980, celle du capitalisme monopoliste prédomine.⁸

L'objectif de ce courant sociologique, en résumé, est de saisir l'articulation concrète de la reproduction du capital et de ses implications pour l'ensemble de la société et, dans le même temps, de dresser un portrait sociologique des personnes aux commandes d'un système capitaliste donné. Nous nous appuyons ici sur l'étude du capitalisme canadien, afin de faire ressortir les moyens mis en oeuvre par les auteurs pour parvenir à faire saisir au lecteur 1- le fonctionnement interne de ce système, 2- comment se compose l'élite qui en profite et donc de

4 « To place the media in its context means to understand who has access to the media and who is vulnerable. In other words, power in other spheres of society have their reflection in the content of the media. », Clement Wallace, *The Canadian Corporate Elite. An Analysis of Economic Power*, Carleton Library Original, Carleton, 1975, pp. 291-92.

5 Éric Pineault, *Reproduction, mutations et contradictions du capitalisme avancé*, document ronéotypé, UQÀM, 2004.

6 Sur le caractère corporatif des États-Unis: Bertrand de Jouvenel, *La crise du capitalisme américain*, Gallimard, Paris, 1933.

7 Clement Wallace, *The Canadian...*, *op. cit.*. Porter est le « chef de fil » d'un ensemble d'auteurs canadiens qui ont reprise de façon critique sa méthodologie.

8 William K. Carroll, *Corporate Power and Canadian Capitalism*, University of British Columbia Press,



manière induite quelles sont les contraintes assumées par ceux n'appartenant pas à l'élite ou à sa classe où naturellement elle puise pour se reproduire, la classe dominante.⁹ La méthodologie a pour point de départ la sélection des corporations les plus importantes, pour arriver à saisir quelles sont les corporations véritablement incontournables et quels sont les individus au pouvoir au sein de ces corporations. Nous reviendrons sur cette méthodologie plus en détail, mais il semble intéressant de souligner que celle-ci est relativement indépendante de la théorie utilisée, puisque les résultats qu'elle offre au chercheur ont permis aux tenants de la dépendance d'étayer leur thèse et à ceux du capitalisme monopolistique de la réfuter en la rendant inopérante à expliquer le réel.

Cette présentation a pour ambition d'alimenter le débat concernant la méthodologie à adopter pour saisir l'évolution du système capitaliste français. Dans le Canada des années 1960, l'étude des élites avait pour objectif affirmé de démontrer que le Canada n'était qu'un *hinterland* des États-Unis et que son économie était envahie par les corporations américaines. Puisque le modèle anglo-saxon semble particulièrement bien accueilli en France, la question est de savoir si ce pays ressemble de ce point de vue au Canada des années 1960. Ce papier n'a pas pour objectif de répondre directement à cette question, mais de proposer une méthodologie pour y parvenir.

I. D'une théorie à l'autre

Les deux théories, celle de la dépendance et du capitalisme monopolistique, considèrent le caractère corporatif du capitalisme canadien comme indiscutable. Celui-ci s'est développé avec les grandes corporations nées au XIX^{ème} siècle et le capitalisme entrepreneurial n'a jamais été en mesure de s'imposer.

Vancouver, 1986

⁹Le lien privilégié entre élite et classe dominante semble toujours avoir été stable dans le temps. Parmi d'autres, Porter et Clement l'ont souligné et il ne nous semble pas nécessaire d'y revenir longuement.



La théorie de la dépendance :

La situation particulière du Canada dans le système capitaliste international, d'un point de vue historique et plus contemporain – domination anglaise et française puis forte intégration de l'économie nationale dans celle de son voisin américain – conduisait les intellectuels canadiens des années 1960 à considérer le Canada comme un pays soumis en grande partie aux impératifs de la reproduction du capitalisme américain. Bien qu'il soit doté d'une base financière autonome importante, concentrée dans les banques canadiennes et les institutions financières aux mains de l'élite économique canadienne, la base industrielle est sous-développée et est détenue en grande partie par les capitalistes étrangers, notamment américains. Cette situation conduit Clement à faire la distinction entre *indigenous elite*, *comprador elite* et *parasite elite*. L'élite parasitaire – étrangère – investit massivement au Canada, en prenant le contrôle de corporations canadiennes ou en créant des filiales dans ce pays. Elle offre la possibilité à des canadiens ne faisant souvent pas partie de l'élite traditionnelle d'accéder à des postes de pouvoir; ceux-ci se regroupent dans l'élite comprador. Cette élite est inféodée à l'élite parasitaire. Sa marge de manoeuvre réside dans sa capacité à mettre à disposition son savoir-faire technique et organisationnel afin d'appliquer les décisions stratégiques prises par l'élite étrangère. La théorie de la dépendance considèrerait harmonieuse la relation unissant l'élite indigène à sa consœur parasitaire: une division des tâches s'opère permettant la reproduction élargie du système capitaliste canadien en évitant une confrontation à son sommet. N'étant pas motivée par le désir d'oeuvrer pour une indépendance nationale réelle, et ne venant pas concurrencer l'élite parasitaire pour le contrôle des moyens de production dans le secteur industriel, l'élite indigène ne semble pas être préoccupée par la soumission du Canada vis-à-vis des autres pays développés, et surtout les États-Unis.

Cette théorie est aujourd'hui fortement critiquée.¹⁰ Le partage des tâches entre les deux élites est considéré comme une aporie de la théorie de la dépendance qui ne se vérifie pas dans les études empiriques. Carroll privilégie la théorie du capitalisme monopolistique, qui repose sur les concepts de *concentration* et de *centralisation* du capital. Ces deux concepts sont complémentaires : dans le capitalisme corporatif, les corporations sont dès le départ dotées

10 Cf. les deux premiers chapitres du livre de Carroll, *op.cit.*.



d'un capital très important et occupent une place prépondérantes dans la vie économique de la société. La centralisation résulte de la guerre économique totale que se livrent les corporations. Elle est une condition nécessaire pour l'émergence et la diffusion d'un ou plusieurs systèmes politico-économiques impérialistes puisque cette guerre économique déborde les frontières nationales des corporations en lutte.

Concentration is a direct result of reinvestment of profits, which increases the mass of wealth controlled by individual capitalists [...]. Centralization, in contrast, is a violent form of competition between capitalists [...], in which capitals lose their independent existence and are merged into fewer and larger concerns, with the vanquished capitalists being expropriate by the victorious ones [...].¹¹

La centralisation ne signifie pas forcément une amélioration quantitative ou qualitative des moyens de production :

Yet frequently such acquisitions of assets may have nothing to do with new real investment at all, indeed, the reverse may be occurring: the acquisition may be concerned with running down the activities of the acquired asset, in order that the buyer of the asset can eliminate competition and gain greater market power. During the last quarter of a century this process of 'centralisation of capital' has been proceeding apace internationally. It is called 'Foreign Direct Investment' but in most cases it simply means changing the ownership of companies and may have to do with disinvestment in production rather than the commitment of new resources to expansion of production.¹²

Au cours de son étude comparative de l'élite économique dans les années 1950 et 1970, Carroll note l'augmentation considérable du patrimoine des principales corporations (ce qui augmente d'autant le coût d'entrée dans l'élite) et la nécessaire capacité de disposer d'un capital de plus en plus important pour réaliser des opérations économiques d'envergure. Cette situation renforce la place centrale des institutions financières comme partenaires privilégiés des autres corporations et, d'un point de vue sectoriel, continue à accorder la place centrale au secteur financier, qui est depuis le début le cœur du capitalisme corporatif. « In the Anglo-American trajectory of capitalist development [...] Capital is supplied for expansion and for

11 William K. Carroll, *Corporate...*, op. cit., pp. 33-34.

12 Peter Gowan, « The Globalization Gamble: The Dollar-Wall Street Regime and its Consequences. », p. 5, www.gre.ac.uk/~fa03/iwgv2/files/9-gowan.rtf



investment projects through the institutional shareholders - banks, insurance companies and pensions funds [...]. »¹³

Cette approche met l'emphase sur la dynamique d'émancipation nationale du capital au sens large et sur le reflux du pouvoir économique étrangers au Canada. Non seulement le capital financier canadien a toujours joué un rôle primordial dans le développement et la reproduction du système capitaliste canadien – il a toujours été le bastion des capitalistes canadiens – mais dorénavant, depuis les années 1960-70, l'élite canadienne contrôle de plus en plus le secteur industriel. De plus, bien que le Canada soit historiquement un pays accueillant de très importants capitaux étrangers, les capitalistes canadiens ont tendance à exporter leurs capitaux à l'étranger et à prendre le contrôle de corporations étrangères. Selon la théorie de la dépendance, l'élite canadienne deviendrait alors à son tour une élite parasitaire à l'étranger. En conclusion, selon Carroll, nous assistons depuis deux ou trois décennies à un renforcement du pouvoir de l'élite canadienne traditionnelle, au Canada et à l'étranger.

Les différences de ces deux théories n'affectent pas l'approche globale qui est faite du capitalisme canadien : il est clair pour l'ensemble des auteurs que ce système capitaliste a un mode de reproduction centré sur le capitalisme financier et non pas industriel, à la différence des pays de l'Europe continentale. Il est utile de rappeler brièvement quelle est la grande singularité du capitalisme financier.

Le capitalisme financier est une

mobilisation de la capacité de contrôle et de sanction financières, inhérentes à la propriété d'un droit négociable sur une créance en capital et ce pour orienter le comportement des entreprises en fonction d'une visée d'accumulation financière [...], c'est-à-dire une accumulation de la richesse sociale médiatisée par la spéculation et reposant sur la reproduction de la liquidité financière.¹⁴

Les investissements financiers opérés dans les corporations non-financières n'ont pas pour finalité de développer une quelconque production ou d'assurer un projet industriel centré sur

13 John Scott, *Corporate Business: Comparative Perspectives*,
<http://privatewww.essex.ac.uk/~scottj/socscot3.htm>

14 Éric Pineault, *Capital financier et financiarisation du capitalisme: une contribution institutionnaliste à l'analyse des transformations de la régulation économique*, thèse de doctorat, UQAM et EHESS, 2002, p. 388.



l'économie réelle mais plutôt d'assujettir cette économie réelle aux objectifs financiers, en procédant à la reconnaissance « d'une nouvelle règle de monnayage fondée sur la reconnaissance du capital intangible. »¹⁵ Or,

Dans un système de monnayage du capital, ce qui distingue le capitaliste des autres sujets économiques est que celui-ci peut produire un droit négociable sur du capital intangible c'est-à-dire une créance qui représente l'anticipation d'un flux de revenus futurs et anticipés provenant d'un investissement industriel, d'une accumulation de puissance organisationnelle et d'une capacité « commerciale » (« market power ») se traduisant par des profits. Seul le capitaliste peut ainsi « capitaliser » ses flux de revenus. Ce qui est fondamental [...] est que le détenteur d'un droit sur le capital intangible, d'un titre de créance en capital, acquiert formellement le même pouvoir que le capitaliste. Le titre financier se trouve ainsi assimilé de jure au capitaliste.¹⁶

La financiarisation des différents modes capitalistes à travers le monde signifie l'assujettissement du capitalisme industriel aux impératifs d'accumulation élargie du système financier, ce qui revient à dire que l'objectif prioritaire n'est plus l'accroissement des parts de marché de firmes non financières (augmentation de la production et des ventes des produits des entreprises) mais l'accroissement et surtout la prévisibilité de la rentabilité de ces corporations. La finalité est donc de satisfaire les exigences des actionnaires les plus importants (qui sont le plus souvent des banques, des fonds de pension ou des compagnies d'assurances) en générant du *cash* à leur redistribuer.

En premier lieu, le rapport salarial fordiste est attaqué. L'alliance de classes qui opérait sous le système keynésien n'est plus d'actualité puisque les salariés ne sont plus qu'une masse, une variable dépendante de l'accumulation financière. Il s'en suit une paupérisation et une précarisation du salariat : « Le cœur des mutations propres aux vingt dernières années se situe sans doute moins dans le rapport salarial que dans le rapport financier où les actionnaires ont durci leurs normes de contrôle résiduel. »¹⁷ La France est à cet égard un sujet d'étude intéressant puisque « l'économie française rejoint le fonctionnement des économies anglo-saxonnes (États-Unis et Grande-Bretagne) et s'écarte des autres modèles de capitalisme qui avaient pu inspirer antérieurement et partiellement son organisation actionnariale (Allemagne

¹⁵ *Ibid.*, p. 401.

¹⁶ *Ibid.*, p. 404.

¹⁷ Liêm Hoang-Ngoc et Bruno Tinel, La régulation du « nouveau capitalisme » analyses positives et recommandations normatives comparées, communication présentée au Forum de la Régulation, 9 et 10 octobre 2003, p. 4, <http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/mse3115.pdf>



et Japon). »¹⁸ La méthodologie que nous proposons pour étudier ces bouleversements est celle de l'élite. Elle peut se résumer ainsi: en cherchant à cerner l'élite nous pourrions être en mesure de déterminer la logique du capitalisme qui opère actuellement.

II. La méthodologie pour défendre ces deux théories est la même

L'étude des élites se fonde sur le concept de classe, selon la tradition marxiste mettant l'emphase sur la dimension économique, dans un système capitaliste. Comme nous l'avons annoncé au début de ce papier, les élites étudiées ici sont les *corporate elites* dont la puissance sociale est médiatisée par les corporations les plus importantes de l'économie canadienne. La première question méthodologique qui confronte la théorie des élites économiques est celle liée à la séparation opérée au cours du XX^{ème} siècle entre contrôle et propriété des corporations. Cette séparation doit être examinée puisqu'elle peut affecter la définition des acteurs économiques qui appartiennent à l'élite. Le contrôle et la propriété donnent tous deux du pouvoir aux acteurs qui les incarnent, la question est de savoir quel pouvoir prédomine sur l'autre.

Le concept de pouvoir se comprend comme suit: «Power is the capacity to mobilize resources such as capital, wealth, personnel, knowledge, technology, ideology or military force, in the favour and to the advantage of those making allocative decisions. »¹⁹ Le contrôle, quant à lui, peut être défini succinctement comme suit: «the *power* to select or to change management [...] or the power to select the board of directors. »²⁰ Si les propriétaires ne sont plus en mesure de faire valoir leurs prérogatives, du fait de la dilution des droits de propriété, il semble pertinent de considérer que le vide sera comblé par la technostucture.

Or, cette dilution des droits de propriété des corporations a, semble-t-il dans un premier temps, effectivement donné la prédominance à la technostucture²¹, qui est le groupe social le

18 François Morin, *Le Modèle français de détention et de gestion du capital*, Paris, Éditions de Bercy, 1998, p. 16.

19 Clement, *op. cit.*, p. 2.

20 Michael Useem, « Corporations and the Corporate Elite », *Annual Review of Sociology*, vol. 6, 1980, Palo Alto, Californie, pp. 45-46.

21 Nous empruntons cette notion de technostucture à John Galbraith, *The New Industrial State*, Boston, Houghton-Mifflin, 1967.



plus stable face à des propriétaires atomisés. L'étude de Bearle et Means²² est l'ouvrage fondateur de cette théorie du passage du pouvoir des propriétaires aux technocrates. Si tel était effectivement le cas, l'élite économique pourrait être correctement qualifiée de post-capitaliste puisque la technocratie a des objectifs différents de ceux de l'accumulation capitaliste. Ceux-ci peuvent être «to achieve stability and growth of the firm, to maximise company sales, to realize high employment or other public goals, or even simply to preserve their incumbency.»²³ et non pas uniquement la recherche du profit et de la reproduction élargie du système capitaliste en place.

L'évolution des relations entre les propriétaires et les managers au cours du XX^e siècle est résumée de façon éclairante par Laurent Batsch. Il distingue trois périodes dans le capitalisme du XX^e siècle qui chacune opérait selon un mode de contrôle idéal-typique particulier: « Au commencement était le capital familial. [...] Les membres de la famille siègent au conseil d'administration et, si le dirigeant n'appartient pas à la famille, il reste un véritable mandataire. Ce capitalisme des origines, c'est l'enfance de la gouvernance d'entreprise.»²⁴ Ensuite, la dilution des droits de propriété donne place à un nouveau type de pouvoir, comme l'ont souligné en 1932 Bearle et Means, et qui touche l'ensemble des pays insérés dans la modernité:

S'ouvre ainsi pour une quarantaine d'années le deuxième âge de la gouvernance, au cours duquel la figure du dirigeant occupe le devant de la scène. [...] La montée en puissance des bureaucrates d'entreprise était analysée par Galbraith comme un facteur de convergence de toutes les économies industrielles, quelle que soit leur nature, socialiste ou libérale. [...] On pouvait ainsi penser l'économie de marché comme une coordination marchande de grandes entreprises porteuses de l'« intérêt collectif ». Dans cette représentation du monde, la figure dominante est celle du manager et du dirigeant.²⁵

Enfin, le retour de l'actionnaire comme figure centrale de la raison d'être d'une entreprise date du début des années quatre-vingts :

Il y a donc, à la source de ce retournement, une double réaction. La première est pragmatique face au déclin de l'industrie américaine et aux stratégies suivies par les groupes ; la responsabilité des dirigeants dans le déploiement de ces stratégies est visée. La seconde réaction est idéologique : elle cultive la phobie de la bureaucratie [...] et fait l'apologie de la régulation par le marché. [...] La conjonction de ces deux tendances, pragmatique et idéologique, a préparé

22 Adolph Bearle et C. G. Means, *The Modern Corporation and Private Property*, New York, Mcmillan, 1932.

23 Michael Useem, *Corporations...*, *op. cit.*, p. 44.

24 Laurent Batsch, *Le capitalisme financier*, Paris, La Découverte, Repères, pp. 7-8.

25 *Ibid.*, pp. 9-10.



le terrain à la restauration de la figure de l'actionnaire. [...] À un capitalisme « familial », puis « managérial », a succédé un capitalisme « financier » dominé par les fonds d'investissement.²⁶

Une manière de démontrer la prédominance des propriétaires sur les managers est de déterminer quelles finalités prédominent. La finalité d'une corporation est dorénavant de créer de la richesse pour les actionnaires. Ceci peut conduire à des tensions entre actionnaires et managers, mais ces derniers tendent à avoir des incitations objectives à agir comme s'ils étaient des propriétaires :

First of all, managers hold much corporate stock [en fonction de leur patrimoine personnel. Par rapport aux autres propriétaires, les managers ne détiennent qu'une petite partie des parts de propriété]. [...] Substantial investment by managers in their own firm is deliberately encourage by a variety of company policies [notamment les stocks-option]. [...] Second [...] total after-tax managerial income is more dependent upon the firm's profit rate than its growth rate, scale of operations, or other plausible determinants.²⁷

Cette présentation est idéale-typique, puisque les relations entre les propriétaires peuvent être plus tendues qu'il n'y paraît.

At the core of the management culture is a rationale for resisting certain investors demands. [...] the culture of management has become consistent, animating, and common enough to constitute a worldview [...]. It reaffirms the right of management to resist, and it questions the right of shareholders to demand.²⁸

Pour autant, même avec le retour des actionnaires, le pouvoir au sein des corporations ne se résume pas à la détention de droits de propriété. Différents droits cohabitent selon une hiérarchie au sein de la corporation. Clement résume les distinctions mises en place par Tawney pour démontrer que certains actionnaires ont plus de pouvoir que d'autres:

1. Le droit aux profits à travers les dividendes. En soi, celui-ci ne donne pas de pouvoir (petits actionnaires).
2. Le droit au contrôle de la corporation: un actionnaire ou un groupe d'actionnaires, majoritaires, minoritaires ou formant ce que Scott appelle «a constellation of interests»²⁹ peuvent prétendre au contrôle. S'ils sont minoritaires, leur prise de contrôle est possible si les autres actionnaires sont des investisseurs atomisés et qu'eux-mêmes ont formé une

²⁶ *Ibid.*, pp. 11-12.

²⁷ Michael Useem, *Corporations...*, *op. cit.*, p. 48.

²⁸ Michael Useem, *Investor Capitalism, How Money Managers Are Changing the Face of Corporate America*, New York, BasicBooks, 1996, p. 78.

²⁹ John Scott, *Corporate Business and Capitalist Classes*, Oxford University Press, Oxford, 1997.



alliance. Le contrôle par une constellation d'intérêts reflète la situation dans laquelle se retrouvent plusieurs acteurs non unifiés et sans que l'un puisse se démarquer des autres par un droit au contrôle substantiellement supérieur aux autres: «Control through a constellation of interests, therefore, can be operationally defined as the situation where the top twenty shareholders collectively hold a minority (or perhaps a majority) block of shares and no subset of these twenty shareholders constitutes a unified group of minority controllers. »³⁰

Puisque le droit à la propriété n'autorise pas *ipso facto* le droit de prendre des décisions stratégiques ou organisationnelles, un espace hiérarchisé s'ouvre, permettant de comprendre l'agencement actuel du système corporatif et les fractions à l'intérieur de l'élite que celui-ci suppose³¹ :

1. Le pouvoir du management. Il oeuvre à l'exécution des décisions stratégiques prises à un autre niveau. Il est en ce sens assujéti au pouvoir stratégique.
2. Le pouvoir stratégique se confond avec la propriété de tout ou d'une part suffisante de la corporation pour décider en toute légitimité des options stratégiques à mettre en oeuvre.
3. Le pouvoir d'allocation des capitaux permet de valider et de réaliser les décisions stratégiques de la corporation. En ce sens, les pourvoyeurs de fonds ont le droit de vie ou de mort sur leurs corporations clientes qui ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour assumer leurs décisions stratégiques.

La réunion de ces trois pouvoirs corporatifs complémentaires et indispensables les uns aux autres se fait au niveau du conseil d'administration (*Board of Directors*) de ces corporations. Quel que soit le type de capitalisme contemporain étudié, le *Board* joue un rôle majeur puisque comme Scott le souligne :

All the advanced capitalist economies do, indeed, show a similar underlying trend away from 'personal' forms of ownership and capital, towards more 'impersonal' forms of control. Institutional and corporate capital, not individual and family capital, prevail in the depersonalised and anonymous structures of power that now form the basis of corporate

³⁰ *Ibid.*, p. 50.

³¹ Cf. William K. Carroll, *Corporate Power in a Globalizing World. A Study in Elite Social Organization*, Oxford University Press, Oxford, 2004, p.5.



control.³²

Il est le lieu de rencontre des représentants des différents pouvoirs corporatifs et bien souvent ses membres siègent également dans d'autres *Boards of Directors* de corporations dominantes ou non. Dans la littérature, la distinction est faite entre *inside directors* et *outside directors*.

Les premiers comprennent

whose primary affiliation is with the firm and who usually include the firm's CEO and other top officers. [...] Outside officers are individuals whose primary affiliations are with organizations other than the the focal firm. Most outside directors of large firms are officers of other large firms, especially financial institutions. They include bankers, insurance company executives, investment bankers, attorneys, accountants, and officers of firms in a variety of nonfinancial sectors.³³

Le fait qu'une personne siège sur deux ou plusieurs *board* se retrouve dans la théorie des élites sous le terme d'*interlocks directorships*. Ces *interlocks* sont la manifestation qu'au-delà des individus occupant les différents postes de pouvoir dans le contexte du capitalisme corporatif, il est possible de mettre en relief l'existence d'une élite économique relativement restreinte, qui varie de quelques centaines à quelques milliers d'individus et qui mérite son statut d'élite du fait de sa capacité à grandement influencer l'activité économique de un ou plusieurs pays.³⁴ Ce concept d'*interlock* est un élément majeur de la théorie des élites, qui est sujet à critiques et à diverses interprétations. Quelle est la pertinence de l'étude des *interlockings*? Y a-t-il une corrélation entre eux et l'augmentation ou non des profits d'une corporation dirigée par un *board* relié à celui d'autres corporations? Au mieux, selon les études, une causalité ténue peut être décelée. L'intérêt de l'étude des *interlockings* semble se trouver plutôt dans la circulation des informations qu'ils permettent ainsi que l'approfondissement des relations entre acteurs économiques. Cet angle d'analyse a été légitimé par un article de Granovetter³⁵, qui rejette tant la vision d'un acteur économique atomisé évoluant dans un système économique impersonnel que l'approche selon laquelle

32 John Scott, *Corporate Business: Comparative Perspectives*,
<http://privatewww.essex.ac.uk/~scottj/soescot3.htm>

33 Mark Mizruchi, « What Do Interlocks Do? An Analysis, Critique, and Assessment of Research in Interlocking Directorates », *Annual Review of Sociology*, vol. 22, 1996, p. 272.

34 « In the Western type of of industrial society the concept of an economic elite derives its validity from the concentration of economic power within a relatively few corporations which become linked to one another and to the principal financial institutions through interlocking directorships. », John Porter, *The Vertical...*, *op. cit.*, p. 231.

35 Mark Granovetter, « Economic: Action and Social Structure: The problem of Embeddedness », *The American Journal of Sociology*, vol. 91, no 3, novembre 1985, pp. 481-510.



l'activité économique est totalement subsumée par la vie sociale. Selon Granovetter, dont l'analyse se situe au niveau méso, l'activité des agents économiques est encadrée dans les relations sociales propres à la vie économique. Celle-ci est relativement indépendante des autres sphères de la société, mais il est très important de souligner qu'il existe des ponts entre l'économique et les autres sphères sociales. Cette approche permet de donner un sens au concept d'*interlock*. Celui-ci institutionnalise les relations entre les firmes, et contribue à des relations formelles ou non qui contribuent à régler les problèmes entre *gentlemen*. L'activité des agents économiques n'est donc pas purement économique, dans le sens de la recherche de la maximisation des intérêts individuels égoïstes, car elle est aussi codifiée, ce qui permet l'émergence d'une confiance entre acteurs rendant possible la reproduction de l'activité économique à un moindre coût. Il n'y a pas de coupure radicale entre l'économie et le reste de la société, donc il est pertinent de faire une étude des profils sociologiques des hauts dirigeants des corporations et de leurs postes dans les différentes corporations dominantes, pour notamment déterminer quelle classe sociale est le principal vivier de l'élite, mais aussi de faire le portrait des relations plus ou moins étroites des différents secteurs de l'économie les uns avec les autres, afin de déterminer quelles sont les modalités de reproduction élargie d'un système corporatif particulier. En ce sens, la théorie des élites est au carrefour de l'analyse en termes de stratification sociale – vue de haut! –, puisque cette analyse permet d'identifier les voies d'accès à l'élite et donc de déterminer *a contrario* qui n'en fait pas partie et pourquoi.

La déréification des corporations qu'elle implique rend possible une étude plus « économique » de la société de tel ou tel pays agencé dans le capitalisme corporatif et de saisir ses relations avec les autres pays avancés : quels sont les groupes au sommet de l'élite dans les différents secteurs de l'économie ? Quel type de concentration du capital prédomine entre le capital financier et industriel ? A quel point les intérêts non-nationaux influencent le système économique national et quelles sont les relations (coopération/antagonisme) des différentes élites nationales avec les élites étrangères ?

Cette approche permet de saisir les priorités de ce système capitaliste, les modalités mises en oeuvre pour parvenir à sa reproduction élargie et donc de saisir la dynamique des inégalités sociales engendrées. Ce type d'analyse se concentre sur une année donnée ou encore sur une



période plus longue, dans une perspective comparative de la structure de l'économie et de mesurer l'inégalité sociale au cours du temps.

Classe sociale et élite :

Le capitalisme corporatif a un impact fort sur la reproduction de la société dans laquelle il s'insère. La société corporative est par définition hiérarchisée, ce qui signifie que tous n'a pas les mêmes possibilités de devenir membre de l'élite. La principale fracture appréhendée par la théorie des élites économiques dans ce type de sociétés est la division entre classe dominante et classes dominées. Elle départage les membres de la société en fonction de leur possession ou non des moyens de production.³⁶ Au sein de la bourgeoisie, la théorie des élites départage l'élite de la « masse » bourgeoise. Ainsi les concepts d'élite et de classe ne sont pas antinomiques mais complémentaires.

Les classes dominées n'ont pas la possibilité d'influer de plein droit sur le devenir de la corporation à laquelle ils vendent leur force de travail et *de facto* n'ont accès à aucun des trois droits corporatifs fondamentaux étudiés plus hauts.³⁷ Cette stratification sociale ne signifie pas que l'immobilisme soit total. Ceci reviendrait à dire qu'un fils de bourgeois sera automatiquement membre à vie de la bourgeoisie et qu'un fils d'ouvrier ne connaîtra jamais une autre classe que celle du prolétariat. La stratification sociale a justement pour objectif de cerner la mobilité sociale dans une société capitaliste donnée et donc de saisir empiriquement l'inégalité qui lui est inhérente. Ce courant sociologique étudie la société dans sa totalité et met ses caractéristiques en corrélation avec les contraintes/opportunités des individus suivant leur position dans la hiérarchie sociale. Clement utilise ici les concepts de condition et d'opportunité :

Condition is the framework within which a society is organized and focuses on stable sets of social relations at the structural level. Opportunity focuses on the individual level but the

36 A la possession de ces moyens de production, qui est une condition de domination classique au XIXème siècle s'ajoute dorénavant la capacité ou non à prendre des décisions stratégiques au nom de la corporations, c'est-à-dire qu'un manager qui n'a pas de titres de propriété de la corporation pour laquelle il travaille est susceptible d'appartenir à la classe dominante, voire à l'élite.

37 Des expériences post-fordistes qui permettent aux employés d'avoir une influence dans la prise de décision de la corporation existent, mais ceci n'est jamais un plein droit des employés. Au contraire, cette situation ne peut se réaliser que si telle est la volonté de leurs supérieures hiérarchiques et peut être révoquée à tout moment.



individual as representing certain social type such as members of social classes, ethnic groups, different sexes, region of birth or other ascribed characteristics. Opportunity involves the freedom persons with particular characteristics have to move within settings created by the social structure.³⁸

Cette sociologie économique n'est pas économiciste et s'avère proche à certains égards de la sociologie bourdieusienne: la question des liens de parentés, de l'éducation reçue (éducation publique ou privée), les codes culturels et les valeurs sont au centre de sa réflexion sur les élites économiques. Ils sont autant d'indicateurs permettant de déterminer les caractéristiques sociologiques des membres de ces élites, de comprendre pourquoi la classe dominante est leur vivier « naturel » dans ces élites puisent en vue de la reproduction de traits socioculturels particuliers indispensables à la coupure entre l'élite et le reste de la société.³⁹

L'analyse identifie ensuite les personnes appartenant à l'élite. L'objet de la recherche est donc les principales corporations de chaque secteur économique et ensuite les hommes (ainsi que les quelques femmes) qui y occupent les places stratégiques, les membres du *Board of Directors*. Clement offre dans son livre un portrait de l'élite économique qui se résume ainsi: blanc, mâle, anglo-saxon et – bien évidemment – membre de la classe dominante. Des nuances existent certes, notamment au Québec, mais brosser un rapide portrait de l'élite canadienne dans les années 1970 revient à dire que le lien entre classe dominante et élite s'est resserré, manifestant une moindre opportunité pour les membres des autres classes sociales de se hisser au sommet de la hiérarchie.

38 Wallace Clement, *The Canadian...*, *op. cit.*, p. 1.

39 Un individu issu de la classe populaire peut gagner des millions en étant à la tête d'une corporation mais ne pas réussir à être considéré comme l'un « des leurs » par les membres de la classe dominante. Pour réussir ce passage, il doit impérativement camoufler, voire nier, son origine roturière en rejetant les valeurs de sa classe d'origine, en adoptant les codes langagiers et culturels particuliers à sa classe d'adoption. C'est la raison principale qui rend difficile l'acceptation par la classe dominante des nouveaux riches. Cette barrière rend d'autant plus difficile l'entrée de ce type de personne au sein de l'élite, puisque celle-ci est le bras armé de la classe dominante ; les deux étant complémentaires et interpénétrables dans le processus de sélection qui les protège de la « populace barbare ».



Analyse dynamique dans le temps de la composition de l'élite et de la reproduction du capital :

L'encrage de ce courant sociologique au Canada permet de procéder à des études comparatives, d'une période à l'autre, pour cerner l'évolution des élites économiques et celle, concomitante, de la structure économique du pays (évolution relative des différents secteurs de l'économie, évolution, involution ou disparition d'une ou plusieurs corporations dominantes au profit de nouveaux acteurs...). Il est possible et complémentaire de procéder à une étude biographique des membres de l'élite pour déterminer leur origine sociale et leurs spécificités. Carroll s'en tient au premier modèle et Porter tend à combiner les deux.

Il n'est pas suffisant de sélectionner les principales corporations car la théorie des élites cherche à mettre en lumière les relations unissant les membres de ces élites. Le concept d'élite n'existe d'ailleurs que si ses membres ont des contacts personnels entre eux. Un moyen intéressant de «faire parler» l'élite est de mesurer les *interlocks* ou les *multiple interlocks* (quand au moins deux corporations majeures partagent au minimum deux membres au sein de leur *Board*) entre les principales corporations. On peut ainsi en mesurer la densité. Les membres de l'élite personnifient le capital dans sa diversité et leurs relations permettent de saisir son articulation et le cheminement de sa reproduction. Si la densité est forte (un ensemble de personnes se retrouvant régulièrement dans différents *Boards of Directors* des grandes corporations, qui évoluent dans divers secteurs économiques) alors il devient patent qu'une élite fortement structurée est aux commandes du capitalisme corporatif. Si cette densité augmente au cours des ans, alors l'élite a tendance à devenir plus structurée et plus fermée. Cette recherche peut être affinée en étudiant les *interlocks* des corporations qui sont traditionnellement les plus importantes et celles qui sont nouvellement dominantes. Carroll a démontré dans son livre que les corporations traditionnelles canadiennes ont des liens plus étroits entre elles, comparativement aux corporations nouvellement admises dans ce club très select. Donc ces sociétés sont «le coeur du coeur» du capitalisme canadien.

Ces mesures permettent de discerner des *stars*, i.e. les quelques corporations qui sont au coeur des *interlockings* (celles qui sont incontournables) et qui du fait de leur positionnement privilégié jouent un rôle primordial dans le cheminement pris par le capital au sens large pour



se reproduire. Similaire au concept de star, les *inner circle* et les *cliques* permettent de distinguer les corporations fortement intégrées les unes aux autres des corporations *périphériques*, qui regroupent celles qui n'ont pas ou peu de multiple interlocks :

This qualitative characterization of network position assumes several factors: that the dominant component is divisible into cliques of closely associated firms; that clique membership is indicative of a company's strategic location within a functioning capitalist group; and that such groups to some extent overlap. [...] members of cliques may be described as a highly coherent inner circle, within which firms belonging to two cliques serve as potentially important "articulation points".⁴⁰

Cette approche permet de brosser un portrait du fonctionnement interne du capitalisme corporatif sans tenir compte de son idéologie (culte de la concurrence et de l'atomisation). Elle rend compréhensible les raisons des inégalités économiques qui départagent les « have » et les « have not » des sociétés contemporaines. Cette théorie est particulièrement bien adaptée pour l'étude du capitalisme anglo-saxon, mais les spécificités des autres pays ne représentent aucunement une difficulté insurmontable pour l'importation de cette théorie dans l'étude de sociétés non anglo-saxonnes.⁴¹

III. La situation française est-elle un terrain d'analyse pertinent pour la théorie des élites ?

L'assemblée générale des actionnaires devait entériner la nomination de Frank Dangeard - ancien directeur financier et toujours président du conseil d'administration du groupe - comme PDG [de Thomson]. Elle devait aussi officialiser l'arrivée du fonds d'investissement américain Silver Lake comme actionnaire de Thomson, via la souscription de 500 millions de dollars d'obligations convertibles, qui pourraient se transformer en actions d'ici à dix-huit mois, à hauteur de 7,5 % du capital. Cette double manœuvre est destinée à séduire les marchés financiers. [...] Aujourd'hui, selon nombre d'analystes financiers, le principal problème dont souffre la société est celui d'un déficit d'image. [...] le nouvel homme fort de Thomson veut exécuter plus vite, et mieux "vendre" aux investisseurs, le plan de marche en cours. [...] L'entreprise a choisi de se repositionner en amont pour vendre des équipements et des services aux grands producteurs et diffuseurs audiovisuels. Ainsi, alors qu'en 1997, Thomson réalisait 90 % de son chiffre d'affaires dans l'électronique grand public et 5 % dans les produits destinés aux groupes de médias, le but est d'afficher la proportion inverse d'ici à 2006. [...] Au nouveau patron de donner de la visibilité.⁴²

40 Cf., Carroll, *Corporate Power*, op. cit., p. 134-35.

41 Le livre de Scott, John Scott, *Corporate Business*, op. cit., est à cet égard intéressant pour saisir les grandes différences entre notamment le capitalisme anglo-saxon et européen continental, afin d'adapter la théorie des élites à son champ d'étude.

42 « Le bras droit de Thierry Breton reprend les rênes de Thomson », *Le Monde*, 14 septembre 2004, édition



Le cas Thomson est intéressant pour saisir l'ambiguïté de l'évolution radicale du capitalisme français, qui est historiquement lié à l'État. Alain Juppé, lorsqu'il était Premier ministre, considérait la valeur de cette entreprise à un Franc symbolique, ce qui démontre une vision industrielle de l'économie. Aujourd'hui, l'État ne détient plus que 2% de l'entreprise, qui cherche à se légitimer en fonction des critères de la valeur mis en place par le néolibéralisme. La priorité est mise clairement sur la valeur boursière du titre, l'adoption d'une structure actionnariale légitime, où les investisseurs institutionnels sont très présents et en mesure de faire prévaloir leur priorité. Cette évolution radicale de la perception du rôle d'une entreprise semble prendre de l'ampleur avec le temps, ce qui ouvre de la perspective de recherche sur le développement du capitalisme français en termes de renouvellement ou non des élites. Le pouvoir semble s'être déplacé. Auparavant, l'État jouait un rôle central dans l'économie du pays, ce qui signifiait que l'analyse des élites du point de vue du capitalisme financier devait forcément s'intéresser aux relations entre la technostructure étatique et les dirigeants des entreprises les plus capitalisées, soit des entreprises financières ou non. Auparavant, le système économique français était, pour reprendre Morin, une économie de cœur financier, « au sein duquel le bouclage en capital ainsi que le contrôle de la propriété par les dirigeants ont été les caractéristiques dominantes. [...] [ce] système des participations croisées obéit essentiellement à des mécanismes de contrôle et d'autoprotection des équipes dirigeantes »⁴³.

Ce système, hérité des années Pompidou, et construit autour « des deux constellations, Suez et Paribas »⁴⁴ a depuis volé en éclat. Le sommet financier de la société française était donc très stable et très lié à l'État: Lordon souligne d'ailleurs « la proximité historique de l'État et de la haute finance, particulièrement en France où la circulation des élites d'un univers à l'autre est l'une des formes les plus courantes de reconversion de leur capital social. »⁴⁵

Ce « big bang » remonte selon les deux auteurs à la fusion-acquisition de AXA avec l'UAP en 1996. L'équipe dirigeante d'AXA, avec à sa tête Claude Bébéar, nouveau « parrain » du capitalisme français, a décidé d'adopter le système de valorisation anglo-saxon. Le paradoxe

Internet.

43 François Morin, *Le Modèle français...*, op. cit., p. 24.

44 Frédéric Lordon, *Fonds de pension, piège à cons? Mirage de la démocratie actionnariale*, Paris, Raison d'agir Éditions, 2000, pp. 36-37.

45 *Ibid.*, p. 26.



de la situation française ne réside pas dans son adaptation à l'ensemble de l'orthodoxie néolibérale anglo-saxonne (adoption de la *bonne gouvernance*, avec son cortège de nouvelles règles comptables, adoption de la *shareholder value*, et résolution des contradictions au niveau des salariés, avec l'insécurité sociale qu'elle entend) mais les raisons de cette adaptation et, surtout, les raisons pour lesquelles celle-ci fut aussi facilement validée, puisque l'ensemble des acteurs s'y sont adaptés, malgré quelques grèves spectaculaires qui n'ont rien changé à cette dynamique de redistribution massive du pouvoir entre groupes sociaux, au profit d'une petite minorité. Cette redistribution n'aurait pas été possible sans le consentement actif des élites étatiques. « C'est là d'ailleurs une des grandes énigmes sociologiques de la déréglementation que cette automutilation des élites administratives du ministère des Finances, en proie quinze ans plus tard au désarroi de se retrouver dépossédées des pouvoirs... qu'elles auront elles-mêmes abandonnés. »⁴⁶ L'« énigme sociologique » est un euphémisme qui admet que l'analyse de cette mutation du capitalisme français doit être poursuivie afin d'être comprise. La méthodologie de l'analyse des élites économiques est une piste intéressante à cet égard. En premier lieu, il convient de nommer les plus importantes entreprises françaises contemporaines, d'étudier leurs *interlocks* et de détailler la « fiche sociologique » des membres de leurs CA. Il est très important aussi de comprendre quelles étaient les motivations des dirigeants politiques à adapter le système français aux normes anglo-saxonnes. Cette question nous fait glisser vers des considérations géostratégiques où l'on doit s'intéresser aux relations entre la France et les États-Unis. Le modèle anglo-saxon n'a pas simplement été favorablement accueilli par la France, mais fortement « conseillé » par les Américains:

On the other hand, when analysts who may be assumed to have excellent access to US policy-makers claim that the Reagan team deliberately used a high dollar and high interest rates in 1981-3 with the aim of exerting pressure on 'Socialist France' we may well view that as a case of economic statecraft, using monetary policy. The source is credible and the political importance of the goal is all too obvious: the failure of the French drive for growth between 1981 and 1983 was to be viewed in Western Europe as the final defeat of Keynesianism. Here then we have a typical example of the US government using the dollar as a major weapon in a campaign for strategic political objectives. And the significance for the Reagan administration in defeating the French experiment cannot be doubted.⁴⁷

⁴⁶*Ibid.*, p. 26.

⁴⁷ Peter Gowan, « The Globalization... », *op. cit.*, p. 75.



Cette vision manichéenne séduisante doit néanmoins être fortement relativisée, même si l'influence américaine est réelle. L'élection de Mitterrand en 1981 a eu lieu dans un contexte de libéralisation de plus en plus profonde des marchés financiers, ce qui signifie que les acteurs institutionnels financiers ont acquis au cours de la décennie précédente de plus en plus de pouvoir face au pouvoir politique. Ils ont donc les capacités d'influencer la politique économique d'un pays avancé.⁴⁸ Or, l'arrivée d'un socialiste à l'Élysée a conduit à une réaction paranoïaque des représentants du capital en France (le marxiste Mitterrand allait amener l'armée rouge sur la place de la Concorde!) qui s'est manifestée dès le départ par une fuite des capitaux. Dans les premiers temps, la politique du «keynésianisme dans un seul pays» reste la politique officielle. La politique française a produit un déficit des comptes courants et un taux d'inflation supérieurs à ceux des pays de l'Europe de l'Ouest. La dévaluation du franc était anticipée, et donc accélérée par les mouvements de capitaux qui rendent les perceptions des capitalistes autoréalisatrices. A ce moment le gouvernement Mauroy se divise sur l'attitude à adopter. Le Premier ministre Mauroy et son ministre des finances, Jacques Delors, défendent un tournant néolibéral, tandis que d'autres ministres de poids, Fabius, Bérégovoy et Chevènement se font les avocats du keynésianisme dans un seul pays. Mitterrand tempère, mais après une rencontre le 16 mars 1983 de ses conseillers avec Michel Camdessus, directeur-général du FMI et pur produit de l'élite français – ancien énarque et inspecteur des finances – la politique d'austérité rallie l'ensemble du gouvernement français. Avant de tirer des conclusions, et surtout des questions ouvertes, sur la signification de ce retournement radical de la politique économique du parti socialiste, il importe de comprendre l'attitude du Fonds dans cette révolution conceptuelle.

Pour le Fonds, la mise en place d'une politique d'austérité en France s'insère dans un plan plus large d'assujettir à la nouvelle orthodoxie économique les pays développés, dans le but premier d'assurer son pouvoir et de légitimer son existence.⁴⁹ La France n'a pas été le terrain d'essai pour ce faire. Une telle attitude se retrouve à l'égard du gouvernement travailliste dans l'Angleterre de 1976. A cette époque les acteurs financiers, surtout ceux de la City, spéculent contre la livre sterling, pour sanctionner la politique keynésienne du gouvernement Callaghan.

⁴⁸ L'étude de l'évolution de la politique économique française au début des années 1980 est issue de: Eric Helleiner, *States and the Reemergence of Global Finance, from Bretton Woods to the 1990s*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1994, pp. 140-44.



Le FMI n'entre pas en opposition frontale avec le gouvernement, mais le soutien initial dont a bénéficié le gouvernement de la part d'autres pays et de la Banque des Règlements disparaît quelques mois après l'obtention d'un crédit de 5,3 milliards de dollars américains. Ce prêt n'a pas stabilisé la situation et les États-Unis ainsi que l'Allemagne de l'Ouest veulent dorénavant que la politique d'austérité proposée par le Fonds soit adoptée par le gouvernement anglais. Cette situation traduit selon Helleiner, « the increased political prominence in the creditor countries of officials sympathetic to neoliberal ideas [...]. Although strategists, such as Kissinger, [...] and other New Deal forces advocated accommodating financing, they had little influence on U.S. Policy. »⁵⁰ Pour résumer cette période, le gouvernement anglais adopta cette attitude, renforçant la légitimité du Fonds qui a trouvé à cette époque avec le néolibéralisme sa raison d'être.

Sur le plan politique, les années 1981-83 sont capitales. L'idéologie néolibérale devient l'idéologie officielle des gouvernements des plus grands pays capitalistes.

Conclusion : au-delà de l'économie.

L'étude de l'élite économique et la dérégulation des corporations qu'elle met en lumière permettent de saisir le degré de coordination qui existe au sommet de la hiérarchie sociale. Cette caractéristique de l'élite n'est pas nouvelle en soi, mais les moyens méthodologiques utilisés rendent cette caractéristique indéniable, au moins dans le cas canadien. Il serait surprenant d'arriver à des conclusions très différentes pour les autres pays développés. Il existe certainement des différences en terme de degrés, mais probablement pas dans la nature même de cette coordination. Loin de la concurrence de tous contre tous que l'idéologie néolibérale promet, l'élite encadre cette concurrence autant que possible afin de ne pas détruire les bases de sa domination. Ce danger peut apparaître lorsqu'un groupe ne faisant pas partie de l'élite réunit les moyens nécessaires (en premier lieu politiques) pour menacer l'élite en place. Mais il semble acquis que dans la dynamique du « business as usual », la concurrence n'est pas un *modus operandi* courant au sommet de la hiérarchie sociale. La conciliation et le compromis sont privilégiés. Cette manière de procéder est d'autant plus

49 Cette analyse du Fonds repose elle aussi sur le livre d'Helleiner, pp. 123-130.



naturelle que les intérêts des différents membres de l'élite sont similaires et complémentaires. Ce groupe a la particularité d'avoir une rare conscience de soi, qui ne se retrouve aucunement à l'opposé du spectre social, chez les pauvres des pays développés et sous-développés. L'intérêt économique de l'élite est patent, mais il ne semble pas être une motivation suffisante qui expliquerait totalement les décisions de ses membres. L'injonction de Guizot – enrichissez-vous! – à des limites d'autant plus nettes que la curée balzacienne ne se produit que dans des circonstances bien particulières et que l'accumulation du capital a des conséquences non réductibles à leur dimension économique.

L'élite regroupe les maîtres de chaque société et cette position distincte est la raison d'être de ses membres. Ce système connaît des contradictions internes notamment entre sa posture idéologique et sa réalité empirique⁵¹, qui rendent utile et légitime la théorie des élites. Cependant, adopter uniquement une posture économique se révèle insuffisant pour cerner les conséquences sociales de l'emprise de l'élite sur sa société d'origine et les effets du capitalisme corporatif à travers le monde. Nous sommes parfaitement conscient que notre travail n'est pas suffisant en soi pour saisir globalement la domination (et les mécanismes de sa reproduction) d'une faible proportion d'individus sur l'ensemble de la société. Pourtant, bien qu'insuffisante elle n'en reste pas moins indispensable et représente une porte d'entrée privilégiée pour saisir les inégalités sociales d'une société ou d'un ensemble de sociétés données. Cette théorie doit être utilisée au niveau macro, c'est-à-dire pour saisir les spécificités propres à chaque élite nationale et pour ensuite étudier les relations entre ces différentes élites, en prenant en compte les divergences d'intérêt et de posture idéologique qui les différencie et les oppose. Car s'il est manifeste qu'une élite donnée regroupe des membres très soudés, il ne semble pas acquis qu'une élite transnationale aussi soudée soit en mesure de voir prochainement le jour.

Cette tâche est immense et pour être viable nécessite de se réduire à quelques exemples-types (par exemple États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Chine et Inde) afin de saisir les luttes inhérentes à la rencontre de logiques capitalistiques différentes. Cette jonction entre

50 Eric Helleiner, *State...*, *Ibid.*, pp. 125-26.

51 « Elite: Ce qu'il y a de meilleur, de plus distingué : l'élite de la société », *Nouveau petit Larousse*, 1972. Cette posture méritocratique ne se vérifie pas puisqu'elle sert uniquement de cache-sexe à une reproduction centrée



NOTES DE CONFÉRENCES – 23 septembre 2004

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie

<http://www.chaire-mcd.ca/>

la théorie des élites et l'étude de la globalisation est potentiellement très riche pour cerner la dynamique du capital international, ses conséquences mondiale⁵² et poser comme incontournable cette posture intellectuelle prise par tout sociologue digne de ce nom: ce qui pose problème, ce sont les riches et non pas les pauvres.

sur les liens de sang ou de classe.
52 C.f., « Planet of Slums », New Left Review, 26, second series, Londres, mars avril 2004, pour saisir le degré de la barbarie contemporaine.